

Le rôle des minorités dans la société de masse

par Alfred FRISCH.

★

En voulant déterminer le rôle des minorités dans la société moderne, qui se place souvent volontiers et avec un certain fatalisme sous le signe de la massification, nous ne pensons évidemment pas aux minorités ethniques ou religieuses, mais à ces minorités dirigeantes ou agissantes qui déterminent d'une façon plus ou moins décisive le cours des événements. Nous partons donc de la constatation — et même de l'affirmation — que dans les sociétés les plus avancées et qui se considèrent comme les plus démocratiques, ce n'est pas la masse — ou autrement dit le peuple — qui gouverne et qui oriente la politique dans les différents secteurs, mais des minorités, c'est-à-dire des groupes composés d'un nombre assez réduit de personnes. Ils sont généralement connus sous des noms divers, tels que élite, technocratie, militants de partis ou de syndicats, groupuscules gauchistes qui veulent fournir le ferment révolutionnaire pour la transformation radicale — ou la destruction — de la société, etc. Lorsqu'on ne veut pas vivre avec les mythes, mais dans la réalité, il paraît nécessaire d'explorer ce phénomène des minorités.

Dans cet esprit, nous nous proposons ici de fournir certes point une étude approfondie, mais des éléments de réflexion et de discussion, parce que nous estimons qu'on ne saurait ni comprendre, ni transformer, ni améliorer les mécanismes de gouvernement sans être parfaitement conscient du fait qu'il y a une énorme différence entre l'apparence de la démocratie qu'on fait miroiter partout dans les régimes les plus divers, des Etats-Unis jusqu'en Union Soviétique, et l'exercice effectif du pouvoir, qui est assez conforme aux vieilles théories sur l'élite, bien que la plupart de nos hommes politiques responsables et nos penseurs politiques attitrés repoussent pudiquement ces conceptions dans la chambre des reliques, parce qu'elles ont autrefois servi d'aliment au fascisme. On oublie seulement que certaines données ne disparaissent

pas parce qu'elles ont été à l'origine d'aberrations intellectuelles et politiques. Mussolini n'a pas inventé l'élite, il se servit de cette notion uniquement pour donner un aspect philosophique à son échafaudage fasciste.

Pour notre part, nous constatons très simplement que les révolutions et les changements de régime que tous les peuples ont subis au cours des deux derniers siècles, notamment en Europe, mais aussi en Amérique ou en Afrique et en Asie, n'ont d'aucune manière affecté le rôle des minorités, qui ne font évidemment pas toutes partie de l'élite selon sa définition classique. Assez curieusement, la démocratisation intégrale, qui a souvent comme corollaire une tendance très nette vers la centralisation plus ou moins exagérée, renforce le rôle des minorités et conduit parfois même vers la dictature, dont le modèle communiste et soviétique n'a certainement rien emprunté à la philosophie politique sur l'élite autrefois chère aux fascistes, mais qui concrétise incontestablement le règne plus ou moins arbitraire d'une minorité à l'intérieur d'une société de masse. Tout en aspirant très probablement avec sincérité vers le gouvernement par le peuple et pour le peuple, c'est-à-dire vers une démocratie intégrale, les communistes ont toujours mis en valeur l'action des minorités agissantes, et après chaque prise du pouvoir, ils n'ont pas hésité à proclamer la dictature du prolétariat, en promettant l'avènement d'une véritable société socialiste et démocratique pour un avenir indéterminé.

On ne saurait non plus négliger le fait que la démocratisation de la société sous ses divers aspects facilite et favorise même le conditionnement des hommes, qui deviennent, à tout instant, accessibles à toutes les influences et à tous les mots d'ordre, grâce aux moyens de communication modernes. Or, ce conditionnement est évidemment mis au service des minorités, car il serait naïf de croire que des instruments de pouvoir mis entre les mains des hommes restent inutilisés dans une société qui ne se laisse malheureusement pas encore guider ni par un vrai idéalisme, ni par des lois morales.

La société de masse, existe-t-elle ?

La démocratisation et la société de masse sont d'ailleurs des notions ambiguës. Nous aurons encore l'occasion de nous pencher sur les limites réelles de la démocratisation. En attendant, nous voudrions contester l'existence d'une société de masse et mettre en doute ce curieux fatalisme de la massification en faisant remarquer tout d'abord qu'une société de masse suppose que les peuples participent effectivement et par divers chemins directement à la gestion des affaires

publiques et ne se contentent point, comme c'est trop souvent le cas à présent, de manifestations occasionnelles, tout en sombrant dans une apathie apolitique, ce qui incite ensuite les réformateurs à promouvoir la participation comme idée, idéologie ou philosophie politique nouvelle ou à rechercher des voies prometteuses pour la mise en œuvre d'une démocratie dite directe, telle que les cités grecques l'ont connue. (En invoquant ce précédent de l'antiquité, on oublie cependant que la démocratie directe des villes grecques n'a été, elle aussi, valable, sensible et efficace que pour une minorité de privilégiés.)

La société de masse n'obtient pas une signification politique, parce que nous assistons dans les Etats modernes à une urbanisation croissante avec une accumulation impressionnante ou angoissante d'êtres humains sur des espaces réduits et parce que nous approvisionnons des centaines de millions d'êtres humains avec des produits fabriqués en grandes séries. La société de masse ne devient pas non plus une réalité politique par un certain nivellement des revenus et des habitudes de vie, ni par l'exode de millions vers des vacances payées, et encore moins par la prétendue démocratisation de l'enseignement ou par le conditionnement attendu de la radio et de la télévision. La société de masse n'existera probablement que le jour auquel les réactions collectives de l'individu refouleront intégralement ou au moins en très grande partie les réactions individuelles et auquel les masses auront tout d'abord la volonté et ensuite la capacité de prendre le pouvoir et de diriger la société au lieu de se contenter de faire connaître à des intervalles plus ou moins réguliers aux minorités dirigeantes davantage leurs sentiments que leurs opinions et leur volonté politiques. Enfin, et point en dernier lieu, une société de masse ne se proclame pas ; son installation suppose une transformation radicale des structures.

Or, nos structures importantes sont pratiquement restées inchangées depuis le XIX^e siècle. Nous vivons toujours dans une démocratie représentative avec un parlement censé refléter l'opinion publique et les divers intérêts du peuple. Ce parlement est théoriquement chargé de contrôler le gouvernement, qui domine, pas moins théoriquement, l'appareil bureaucratique à sa disposition. Dans ces structures, qu'elles soient conformes à la réalité ou non, qu'elles fonctionnent ou non, rien n'est prévu pour l'insertion des masses, qui restent, par conséquent, pratiquement à l'écart, pour des raisons que nous avons d'ailleurs encore à analyser. La situation n'est guère différente dans la section économique de la société, avec cette importante réserve que l'influence de l'actionnaire, qui a sans doute constitué autrefois un élément démocratique, a fortement diminué en faveur de celle du manager. Certes, la production est mise à la disposition de la masse, et elle constitue

par son volume et par son système de répartition un des éléments constitutifs de l'image moderne de la société de masse, mais la gestion économique proprement dite est restée entre les mains d'une minorité, comme la gestion politique.

Il est encore plus significatif que l'ossature des structures est presque identique dans tous les régimes politiques. Bien sûr, la façade change, mais derrière cette façade, les rouages fonctionnent d'après les mêmes règles. Après avoir cru à la possibilité d'une économie socialiste, le bloc communiste revient peu à peu aux conceptions de base de l'économie libérale, en réhabilitant les prix de revient, le profit, l'amortissement, l'investissement et même l'intérêt. Le poids de la bureaucratie ou — dans un langage plus noble — de la technocratie est aussi grand dans le monde occidental que dans les Etats communistes. Si les communistes reprochent à la démocratie occidentale d'être purement formelle, parce que les grandes décisions sont prises sans consultation véritable du peuple — qui, paraît-il, est maintenu intentionnellement dans l'ignorance — et parce que la direction des affaires économiques échappe totalement aux masses, on est évidemment en droit de leur demander dans quelles circonstances le peuple soviétique, pour ne citer qu'un exemple, a pu donner son avis avant que ses responsables aient pris des décisions importantes, et si par ailleurs, ce peuple soviétique a la possibilité d'exiger une augmentation de la production des biens de consommation et une réduction des dépenses d'armement ou des investissements dans l'industrie lourde. Pour éviter des malentendus, nous ne prétendons pas porter un jugement sur les régimes respectifs en établissant des comparaisons nécessairement sommaires, mais nous voudrions seulement démontrer que ni dans l'un, ni dans l'autre cas, il ne saurait être question d'une société de masse.

Depuis la Révolution française en 1789, on invoque à chaque instant la volonté du peuple, qui a servi à de nombreuses reprises comme paravent et comme alibi à des minorités agissantes, à tel point que tous ceux qui propagent des idées révolutionnaires, qui se considèrent comme les forces motrices du progrès, s'accordent le droit d'anticiper pour ainsi dire la volonté populaire et de s'établir à eux-mêmes avec arrogance des procurations attribuées superbement au peuple. Ils justifient cette procédure avec la maturité insuffisante des masses, qui ne sauraient avancer utilement qu'à condition que des minorités agissantes prennent leur destin en main et s'arrogent le privilège fatal de rendre cette masse heureuse contre sa volonté, en lui imposant évidemment tous les sacrifices nécessaires afin de réaliser ces fameux lendemains qui chantent. Sur la base de cette ignoble philosophie, les communistes russes sacrifient depuis 1917 le bien-être de chaque génération pour le bonheur

promis de la suivante, et les communistes chinois semblent entre temps avoir adopté la même méthode, avec cette seule différence qu'ils comptent avec des délais plus longs et donc avec des sacrifices plus lourds que les russes.

On voudrait aussi savoir en quoi se distingue la philosophie fasciste de l'élite de la théorie des minorités agissantes de nos intellectuels extrémistes de gauche. Nous voudrions, en outre, savoir pour quelle raison une minorité qui se dit agissante serait plus respectable, plus humaine et plus profitable à la société qu'une minorité qui se dit capitaliste ou technocratique. Il est certain que la doctrine de la minorité agissante est incompatible avec une image quelconque de la société de masse.

La cogestion sous toutes ses formes, jusqu'à la conception gaulliste de la participation, est de son côté un élément de la démocratie représentative et ne répond donc pas aux exigences d'une société de masse. Ce n'est pas un hasard que les syndicats insistent en Allemagne beaucoup plus sur l'extension de la cogestion que les ouvriers, parce que cette réforme renforcerait en premier lieu la position des syndicats dans les entreprises, mais ne saurait transformer sensiblement la situation des salariés, dont le revenu est beaucoup moins fonction de la répartition des bénéfices que de la productivité de l'entreprise, de la rationalisation, de la gestion et des conditions du marché. Il ne faut pas oublier que la démocratie représentative a été au moins en partie conçue pour remplacer l'élite aristocratique et peut-être aussi l'élite de l'argent par une nouvelle catégorie d'intermédiaires, sans doute plus proches du peuple, mais formant néanmoins peu à peu une nouvelle élite, une nouvelle minorité. La société de masse supposerait la mise en place à tous les échelons d'une démocratie directe basée sur la volonté de chacun de se charger dans son cadre d'un maximum de responsabilités pour l'intérêt général. Jusqu'à nouvel ordre, un tel système est une vue de l'esprit, et notre existence sociale continue donc à être modelée non pas par des masses, mais par des minorités. Quant à la cogestion ou dans un sens plus large la participation, elle fournira surtout dans une première phase, d'une durée difficile à déterminer, une élite syndicale, c'est-à-dire une importante pierre dans cette mosaïque que le yougoslave Djilas a appelée la nouvelle classe.

Un renouveau de l'individualisme.

Indépendamment de ces considérations, l'évolution fait prévoir un retour à l'individualisme, de telle sorte que le phénomène de la massification peut être considéré comme virtuellement dépassé, au moins dans la

société occidentale comprise dans un sens large et englobant aussi bien les Etats-Unis que l'Union Soviétique, et aussi bien l'Europe que l'Afrique. Très nettement, le régime soviétique s'éloigne de la collectivisation de l'homme, en rétablissant ouvertement les hiérarchies et en réservant une place de choix à l'élite. Le rétablissement de la propriété privée a été principalement motivé en Russie par le besoin d'isolement des individus, qui sont disposés à faire des sacrifices matériels pour pouvoir acquérir une maison individuelle. L'opposition entre le communisme russe et le communisme chinois est au moins en partie provoquée par une attitude différente envers le collectivisme et la massification. Les Chinois poursuivent encore très nettement une politique de désindividualisation, tandis que les Russes remontent la pente et reconnaissent au moins tacitement à l'individu des droits particuliers en face de la société.

Partout ailleurs en Occident, on assiste à une véritable fuite vers la vie privée, vers l'isolement. Le contact avec le prochain fait partie des obligations de la vie quotidienne et n'est nullement une conception de l'existence. Les masses humaines ont davantage tendance à se disperser, dès que les circonstances le leur permettent, qu'à se rassembler. La solitude de l'individu dans la société moderne est considérée par beaucoup, en Europe et en Amérique, comme une des principales causes des dépressions nerveuses. N'est-il pas déplacé de parler dans ces conditions d'une massification et d'une civilisation marquée profondément par la société de masse ? Dans le même ordre d'idées, il est permis d'attirer l'attention sur l'importance que la sociologie moderne attache au dialogue, notamment entre les minorités dirigeantes et une masse plus ou moins ignorante. Cette exigence de dialogue est la preuve de l'existence d'un vide, d'une insuffisance de communications entre les humains, bref, d'un isolement individuel excessif, contraire à toute massification.

Pour diverses raisons, le progrès favorise d'ailleurs l'individualisme. L'automation du travail fait au moins partiellement disparaître les chaînes de production et les tâches monotones et subalternes. L'usine se présente donc de moins en moins comme un lieu de rassemblement de masses ouvrières sur un espace réduit. Les tâches de chacun s'individualisent. En passant de l'exécution répétée du même geste à la surveillance, l'ouvrier s'individualise, et adopte peu à peu son caractère, ses habitudes et ses aspirations à son travail.

D'une manière plus générale, le progrès technique libère l'homme et lui donne une plus grande indépendance, en lui permettant de déterminer par ses propres moyens un secteur de plus en plus large de son existence. Le chemin de fer est un instrument collectif, l'automobile

un moyen d'individualisation, pour ne citer qu'un seul exemple, d'ailleurs fort banal. Le même progrès technique crée un nouvel équilibre entre le temps du travail, qui enferme l'homme plus ou moins dans un collectif, et le temps des loisirs, qui lui donne la possibilité de se consacrer à l'épanouissement individuel. Certes, des efforts considérables ont été entrepris pour l'organisation collective des loisirs, mais il faut reconnaître que dans ce domaine, l'individualisme domine de plus en plus. Le rapport entre l'homme et les formes d'expression de culture, qu'il s'agisse du théâtre, de la musique ou de la lecture, ne saurait être que direct, même s'il s'établit, pour des raisons pratiques, dans un cadre collectif. Celui qui assiste à une représentation théâtrale n'est d'aucune manière lié à ses voisins. Tout en étant englobé — souvent de manière absolument anonyme — dans une masse, il se trouve seul en face de l'œuvre.

De toute manière, les résultats obtenus jusqu'à présent par l'organisation collective des loisirs sont extrêmement modestes. Les véritables manifestations de masse ne connaissent qu'un succès limité. Il se dessine une tendance fort nette vers l'individualisation des loisirs, même pendant les vacances. Les voyages de groupes proposés par les agences limitent de plus en plus la cohabitation au transport, en permettant aux participants pendant leur séjour à l'endroit choisi un maximum de liberté individuelle.

Le progrès technique favorise enfin le retour à l'individualisme du fait qu'il impose à l'homme des connaissances de plus en plus poussées et qu'il le charge, en outre, d'une responsabilité de plus en plus grande pour un matériel coûteux. L'opérateur d'une machine sort ainsi de la masse, et les particularités de sa vie professionnelle déterminent inévitablement son comportement personnel. Le conducteur d'une locomotive à vapeur, qui ne pouvait tirer un train que sur un parcours réduit, ayant besoin d'un réapprovisionnement en combustibles après deux ou trois heures de service, sans parler d'autres hypothèques résultant d'une technique relativement peu avancée, avait des contacts beaucoup plus fréquents avec ses collègues de travail qu'il retrouvait chaque jour à plusieurs reprises, que le conducteur solitaire d'une puissante locomotive électrique qui relie d'un seul trait des villes éloignées l'une de l'autre de 500 km et même davantage. Il n'est pas moins évident que l'avion est pour tous, le pilote aussi bien que ses passagers, un moyen de transport beaucoup plus individualiste que le train ou le bateau. Indépendamment de ces transformations sociales dues à la technique, aujourd'hui comme jadis, les grandes performances humaines, qui enthousiasment les foules, ne sont pas dues à des masses, mais à des individus isolés ou formant des petites équipes, même s'ils font

appel à une infrastructures technique très importante, qu'il s'agisse de cosmonautes, de chirurgiens ou de coureurs cyclistes.

Pour ces raisons et tout en étant conscients du caractère sommaire de nos réflexions, il nous paraît utile d'accueillir avec une extrême réserve la notion de société de masse et de ne surtout pas croire que l'évolution conduise automatiquement par la massification vers l'élimination de l'élite et vers une plus large démocratisation des mécanismes de décision.

La démocratisation se heurte d'ailleurs à des limites dont on ne tient souvent pas suffisamment compte. Nous voudrions à cet égard mettre en évidence deux exemples, l'enseignement et l'organisation des pouvoirs politiques.

Les limites de la démocratisation de l'enseignement.

Rien n'est plus normal que chaque enfant puisse, indépendamment de la situation sociale de ses parents, profiter d'un enseignement lui assurant le plein épanouissement de ses capacités. Dans tous les pays du monde à peu près évolués, la démocratisation de l'enseignement fait donc partie des exigences politiques et sociales élémentaires, bien entendu dans la mesure où un degré insuffisant d'alphabétisation n'enlève pas à cette démocratisation de l'enseignement toute signification pratique. Les pays communistes annoncent donc avec une certaine fierté des pourcentages plus ou moins élevés de fils d'ouvriers parmi les étudiants, tandis que les pays occidentaux se plaignent de l'insuffisance de ce même pourcentage.

Au risque d'être considéré comme un réactionnaire, on peut néanmoins affirmer que l'égalité des chances au départ n'assure nullement une égalité des connaissances et de la situation à l'arrivée. Ouvrir largement les portes de tous les enseignements à tous les talents, c'est une chose, attendre de la démocratisation de l'enseignement ou, si l'on préfère un autre langage, de sa socialisation une augmentation considérable de la masse des talents et, par conséquent, une élévation sensible du niveau intellectuel d'un pays conduisant simultanément vers un effacement de l'élite, qui perdrait ainsi sa raison d'être ou au moins la justification de son arrogance, c'est sans doute une toute autre chose.

Expliquons-nous. L'augmentation massive de la population scolaire, de l'enseignement secondaire et du nombre des étudiants en France, pour choisir un exemple concret, n'a pas contribué à une progression proportionnelle du nombre des diplômés, ni à une amélioration notable des structures professionnelles. Les statistiques font ressortir qu'avec deux

fois plus de bacheliers et d'étudiants, la France ne fournit chaque année pas davantage de diplômés que l'Allemagne. Quant aux États-Unis, où selon les statistiques une importante majorité des enfants bénéficient d'une manière ou d'une autre d'un enseignement secondaire, ils continuent à faire appel à l'immigration pour couvrir leurs besoins en personnel hautement qualifié. Ces observations justifient la thèse de plusieurs sociologues, selon lesquels le pourcentage dans chaque société de personnes hautement douées est stable et non extensible. Ces mêmes sociologues ajoutent que les grands talents et les génies percent presque toujours et que ceux qui restent réellement à l'ombre en raison d'une injustice sociale constituent de rares exceptions.

Dans ces conditions, la démocratisation de l'enseignement ne permettra qu'une élévation du niveau moyen et surtout une meilleure adaptation de la société au progrès technique, qui exige des connaissances élargies, sans qu'il soit nécessaire ou possible d'augmenter la part numérique de l'élite dans l'ensemble social. Les échecs subis par la promotion sociale dans l'enseignement secondaire sont largement connus ainsi que ses causes. Elles ont notamment été exposées par M. Léo Moulin dans le numéro d'avril 1969 de la *Revue générale belge*. (« La démocratisation de l'étude : limites et possibilités »). En général, on a tendance à insister principalement sur les difficultés matérielles et l'insuffisance de l'appui donné par leur milieu familial aux élèves d'origine ouvrière ou paysanne. Il faut cependant se demander si les capacités intellectuelles ne sont pas le facteur déterminant.

A cet égard, une étude publiée dans la revue française *Population* (juillet/août 1969) de M. Daniel Blot sur le redoublement dans l'enseignement primaire en France de 1960 à 1966 paraît extrêmement instructive. Il en résulte que plus d'un élève sur deux redouble une ou plusieurs fois au cours de la scolarité primaire, avant le passage des élèves doués vers le secondaire. La durée réelle moyenne des études primaires est comprise entre six années et dix années et demie au lieu des cinq années nécessaires s'il n'y avait pas de redoublement. D'après une hypothèse moyenne, seulement 34,9 % des élèves de l'enseignement primaire arrivent à terme sans redoublement ; 32,7 % redoublent une fois, 18,6 % deux fois et 13,8 % trois fois ou plus. Même si l'on tient compte du fait qu'une partie de ces redoublements résulte de l'admission d'enfants trop jeunes, c'est-à-dire âgés de moins de six ans, dans la première classe de l'enseignement primaire, il est évident que les capacités intellectuelles de la masse des élèves sont limitées, les facteurs matériels et sociaux jouant dans l'enseignement primaire un rôle nettement plus faible que dans l'enseignement secondaire.

A cause de ces données, qui ne sont nullement inconnues aux experts, mais qu'on cache au grand public pour des raisons souvent démagogiques, les Américains ont déjà très méthodiquement adapté l'enseignement aux capacités intellectuelles et caractérielles des élèves. On estime aux Etats-Unis que chaque homme peut et doit obtenir une formation appropriée lui garantissant un niveau de vie décent, mais qu'il serait erroné d'envisager pour tous une formation identique, inspirée par des principes démocratiques et égalitaires. Les Américains ont donc mis au point une méthode assez perfectionnée d'orientation des élèves vers les différents secteurs de l'enseignement. Ils s'efforcent, en outre, de préserver ceux qui ont échoué dans une branche de tout complexe d'infériorité, en les dirigeant immédiatement vers un autre secteur. La France s'apprête à s'engager dans la même voie.

En conclusion, il est permis d'affirmer que la démocratisation de l'enseignement ne doit nullement conduire un nombre aussi élevé que possible d'élèves vers le baccalauréat et l'université, mais assurer à chacun la formation optima possible, conformément à ses capacités. Bien entendu, cette formation ne saurait être exclusivement scolaire, mais devrait se poursuivre pendant toute l'activité professionnelle, afin de garantir à la fois le recyclage et la promotion socio-professionnelle à tous ceux qui pour une raison ou une autre n'ont pas atteint l'optimum possible à un moment donné de leur existence.

Les masses et le pouvoir.

Après l'enseignement passons à l'exemple politique pour éclairer les limites de la démocratisation, c'est-à-dire le gouvernement par le peuple et l'élimination des minorités dirigeantes. Jusqu'à présent, toutes les tentatives en vue d'une accession véritable des masses au pouvoir ont échoué. Théoriquement, le communisme avait échafaudé un système parfait sous la devise « Les Soviets partout », de l'usine jusqu'au sommet politique, mais les exigences mêmes du pouvoir ont vite conduit à une centralisation autoritaire. La démocratisation intégrale est finalement devenue le paradis lointain de la société communiste.

Jusqu'à la deuxième moitié du XIX^e siècle et en partie même jusqu'au XX^e siècle, toutes les démocraties ont été minoritaires. Ce régime a fonctionné de la façon la plus parfaite dans les cités grecques et aussi dans les villes libres jusqu'à la Renaissance, parce que les unités à gouverner avaient gardé des proportions humaines et parce que, en plus, la responsabilité du gouvernement n'incombait qu'à une partie des habitants, auxquels on avait donné, pour une raison ou une autre, le droit de vote et le droit à la parole. Ces cités et

viles n'avaient donc jamais connu — peut-être avec des rares exceptions — le suffrage universel direct. Dans les démocraties modernes, la discrimination a été moins évidente, surtout après la suppression du droit de vote censitaire, mais, l'existence d'une Chambre Haute peu démocratiquement composée une répartition souvent arbitraire des circonscriptions électorales et le rôle prédominant des états-majors des partis installant un filtrage sévère sur le chemin vers le pouvoir devaient sensiblement freiner la démocratisation intégrale de la vie politique, sans parler du poids sans cesse plus déterminant de la bureaucratie. Par ailleurs, chaque fois que l'organisation de la vie politique impliquait le respect sans réserve du suffrage universel direct, selon les règles de la proportionnelle la plus stricte, les régimes ont été livrés à une instabilité angoissante, et se sont même écroulés. Il faut croire que la nature humaine n'admet pas un égalitarisme parfait.

On croyait avoir trouvé la solution de la quadrature du cercle en inventant la démocratie représentative, qui permet en théorie aux masses de s'insérer dans le pouvoir en désignant librement ses députés. Ce système s'est cependant avéré fortement ambigu. Un parlementaire peut à la rigueur encore représenter quelques milliers d'électeurs ayant pour des raisons sociologiques et économiques des intérêts à peu près identiques, mais il s'abandonne à une véritable fiction s'il croit exprimer l'opinion de dizaines ou de centaines de milliers de citoyens vivant dans un milieu urbain composite. La démocratie représentative était parfaitement acceptable dans la période des luttes des classes, dans des sociétés se distinguant par des clivages sociaux très nets, mais elle devient décevante, surtout pour les masses, dans une société de consommation, se distinguant par des structures d'autant plus vagues qu'elle se trouve en pleine transformation. Le député est alors élu pour une ou deux raisons majeures, par exemple la défense de l'ordre ou le désir d'un progrès social plus rapide, mais il est rapidement et alternativement désavoué par une grande fraction de ses électeurs dès qu'il s'agit des innombrables et variables problèmes de la vie quotidienne.

La démocratie parfaite suppose la participation effective du citoyen à la gestion des affaires publiques et l'acceptation en permanence d'une responsabilité correspondante. Or, participation et responsabilité supposent une connaissance suffisante des problèmes que la communauté affronte. Les marchands et les artisans des villes libres du Moyen Age avaient le temps et la possibilité de se familiariser avec ces problèmes et d'apporter leur jugement ou leur décision en hommes amplement informés. Dans notre époque, les conditions ont tellement changé que même les ministres sont parfois ou souvent dépassés par la technicité et font confiance

à leurs experts. Le simple citoyen peut encore à la rigueur se déterminer politiquement d'après son intérêt personnel, qu'il souhaite défendre, mais l'interdépendance des données économiques, politiques et sociales est telle qu'une bonne formation est de plus en plus indispensable pour la juste appréciation de l'intérêt général. Qu'on le veuille ou non, le gouvernement échappe inévitablement aux masses, dont la participation ne saurait être organisée que dans de petites unités de base et non à l'échelon national. La voie devient ainsi libre aux minorités, aux technocrates, aux états-majors des partis, à des groupes de pression, au grand dommage d'une démocratie menacée d'une crise structurelle et permanente. Il faut naturellement y apporter remède, car on ne saurait abandonner le pouvoir sans contrôle et sans frein à aucune élite, si qualifiée, si rassurante qu'elle soit. L'expérience a suffisamment prouvé que malgré ses faiblesses, le régime démocratique, qu'il soit partiel ou intégral, qu'il soit satisfaisant ou efficace, apporte au citoyen le maximum de garanties, tandis que les régimes non-démocratiques conduisent facilement vers l'aventure.

Quels remèdes ?

Le Général de Gaulle était sans doute conscient de ce dilemme, peut-être davantage grâce à ses qualités de visionnaire qu'à la suite d'un raisonnement logique strictement politique et sociologique. A différentes reprises, il a fait comprendre son intention de doter la France d'un nouveau système démocratique, bénéficiant d'un raisonnable équilibre interne. Il a cependant commis l'erreur d'agir en solitaire sans explications suffisantes, succombant trop à la tentation — grâce à son autorité et à son prestige — d'octroyer ces réformes au lieu de les faire accepter librement après une large discussion. Partant des faiblesses signalées ci-dessus de la démocratie représentative et connaissant fort bien les dangers inhérents à la démocratie, de Gaulle a imaginé le dialogue direct entre un président responsable de l'exécutif et le peuple, qui devrait à intervalles réguliers approuver les grandes options proposées par le président, en abandonnant dans l'intervalle à l'exécutif les décisions pratiques, les détails de la mise en œuvre des options et aussi l'activité gouvernementale quotidienne. Le parlement était, toujours dans cette conception, transformé en agent de contrôle, ne conservant pratiquement que deux prérogatives importantes, le vote du budget et le droit de renverser le gouvernement. De Gaulle estimait sans doute que la masse était capable de se faire une idée sur les grandes options, soit au moment de l'élection du président au suffrage universel direct, soit au

moment d'un référendum, bien qu'il eût parfois commis la deuxième grande erreur de formuler les questions du référendum de façon ambiguë. Il est en tout cas resté fidèle à la logique de son système, en abandonnant le pouvoir le jour où le peuple lui refusa son approbation lors de son dernier référendum.

Par ailleurs, il parle pour la clairvoyance politique de de Gaulle de ne pas avoir méconnu les difficultés d'un véritable dialogue entre l'exécutif et le peuple dans la société moderne, bien que sa compréhension pour la nécessité de prévoir des instances intermédiaires et d'organiser une participation plus directe et plus régulière des citoyens à la gestion des affaires publiques eût été trop longtemps plus théorique que pratique, point en dernier lieu en raison de sa méfiance fondamentale — et parfois même de son mépris — pour tous les intermédiaires, des syndicats jusqu'au parlement, en passant par les partis politiques. Il aurait peut-être rendu à la démocratie de plus grands services, s'il avait dès 1958 introduit dans son système la conception de la participation, à peine ébauchée en 1968 et provisoirement échouée lors du référendum de 1969. La pièce maîtresse de cette participation, lorsqu'on veut lui donner un contenu concret, est la décentralisation réelle de la vie publique, afin de diminuer le poids écrasant de l'Etat ainsi que l'influence des groupes minoritaires, en permettant à nouveau au citoyen de participer à divers échelons locaux à la gestion des affaires publiques, sans avoir l'impression d'être un simple jouet électoral.

Nous ne voyons en tout cas pas d'autres solution pour la démocratie moderne qu'un équilibre raisonnable entre les unités de base disposant d'une autonomie effective dans leurs secteurs et animées par un nombre réduit de citoyens, et un pouvoir central qui devra nécessairement s'appuyer sur la technocratie et sur d'autres groupes minoritaires. Dans ce système, qui serait probablement un régime présidentiel, le parlement aurait surtout un droit de contrôle, rendu efficace par la possibilité de renverser le gouvernement à chaque instant.

Rien ne serait en tout cas plus dangereux pour la survie indispensable de la démocratie que de fermer les yeux devant la réalité et de se nourrir de l'illusion de pouvoir régler les affaires politiques de notre époque par un appel aux idéologies et aux conceptions du XIX^e siècle. Il ne s'agit d'ailleurs point de mettre sur pied une démocratie intellectuellement et idéologiquement idéale, mais un système de gouvernement qui garantit les libertés essentielles du citoyen, tout en étant soucieux d'un maximum d'efficacité et tout en s'adaptant aux exigences de l'évolution technique.

L'abdication des masses.

En dehors des difficultés qui résultent pour la démocratie parfaite des structures sociales et des mécanismes du pouvoir, le rôle prépondérant des minorités en face des masses est dans une large mesure une conséquence du comportement des masses, qui ont tendance à se soustraire aux responsabilités. Il n'est pas étonnant qu'à présent la contestation trouve un écho beaucoup plus fort que la participation. Dans presque toutes les situations, le pouvoir peut être pris par ceux qui s'y intéressent, car la vacance du pouvoir est plus fréquente que la lutte pour le pouvoir. Déjà à la base, pour choisir un exemple à la fois banal et caractéristique, l'échec partiel de l'expérience des comités d'entreprise, institués en Allemagne aussi bien qu'en France avec des intentions à la fois louables et démocratiquement dynamiques, est fort instructif, parce qu'il est dû à l'indifférence des salariés, qui ne se sont que trop rarement servis de ces comités d'entreprise comme instrument de participation et de démocratisation économique.

Il y a d'ailleurs une contradiction évidente et permanente entre l'exigence d'une démocratisation économique et le refus des salariés d'accepter un minimum de responsabilité pour mettre en œuvre une telle démocratie économique. N'oublions pas non plus que la technocratie s'est installée dans la place dans la mesure où les gouvernements et les parlements avaient renoncé à s'occuper des affaires publiques urgentes avec la détermination nécessaire, soit en se servant de l'alibi d'une grande technicité, soit en étant davantage préoccupés par des querelles politiques que par les tâches ingrates de la vie quotidienne d'une nation. Quel que soit le régime politique, un certain nombre de décisions doit être pris tous les jours à tous les échelons et dans tous les cadres. Si une partie plus ou moins grande des intéressés ne prend aucune initiative ou ne comprend pas l'importance de la décision pour son propre destin, si, en outre, la majorité des intéressés ne fait aucun effort de synthèse et ne se préoccupe que de la défense d'un intérêt immédiat et partiel, sans tenir compte d'un intérêt général impératif, il est normal et même indispensable qu'une minorité prenne les affaires en mains et se charge des décisions qui s'imposent.

Trop souvent, les masses ne sont présentes dans la société moderne que comme un obstacle ou comme un élément strictement passif, sinon comme une addition hétérogène d'intérêts particuliers. Ce n'est qu'à des moments exceptionnels et rares qu'elles deviennent véritablement un facteur politique. Il s'installe donc, même dans un système démocratique, une division du travail entre les minorités et les masses, les unes prenant la majeure partie des décisions pratiques, les autres intervenant de temps

en temps dans la sphère politique. Cette division du travail prend de plus en plus un aspect assez grave, parce que les minorités acceptent l'engagement, tandis que les masses se réfugient dans une indifférence au fond assez insouciant, en se servant de la contestation comme soupape de sûreté au lieu d'accepter au moins le principe de la participation, qui pourrait conduire un jour vers une co-responsabilité et jeter ainsi les bases d'une nouvelle démocratie.

L'indifférence des masses est d'autant plus injustifiée et pour ainsi dire d'autant plus organique que les possibilités de formation, d'information, d'instruction et de participation à la vie culturelle, bref l'élévation à la fois sociale et humaine, sont énormes dans nos sociétés. Lorsque des jeunes, trop souvent avec l'approbation tacite ou ouverte d'une fraction importante de leurs aînés ou même de la soi-disante *intelligentsia*, se croient obligés de proclamer leur révolte contre l'ennui et le vide, ils oublient que rien ne les empêche de se servir de leurs loisirs pour se cultiver dans le sens le plus large, en passant du sport par la musique, le cinéma, le théâtre jusqu'à la lecture et la recherche spirituelle. Aucune voie vers la culture n'est actuellement fermée à aucun homme réellement intéressé, indépendamment de son niveau intellectuel. Personne n'est obligé de se laisser abrutir, à défaut d'une alternative, par des juke-box ou par des stupides appareils à sous, à condition qu'il comprenne que les loisirs n'excluent pas un effort et que la détente n'est pas identique au laisser-aller total, c'est-à-dire à la fuite vers le néant. Dans le domaine culturel encore davantage qu'ailleurs, aucune démocratisation n'est concevable sans une réelle participation de l'individu. Ce qui est encore plus important : il n'aura pas de participation politique véritable sans que les masses aient la sincère volonté de s'instruire dans tous les domaines qui touchent les aspects fondamentaux de la société moderne. Ce n'est point le degré d'instruction atteint qui compte, mais la volonté de sortir de l'indifférence et de profiter de tous les avantages que la technique promet à l'homme.

Dans l'attente sans doute encore très longue de la démocratisation intégrale, comme du gouvernement universel, il faudra accepter comme une réalité le rôle particulier des minorités, qui ne cesseront probablement d'agir que le jour où l'homme aura perdu sa supériorité en face de la matière, autrement dit, il existera sans doute toujours une saine opposition entre les valeurs individuelles capables de s'affirmer et la masse qui agit surtout par son poids. Etant donné qu'aucun sociologue et aucun politicien ne souhaite réellement une massification de notre société, nous sommes tous obligés de reconnaître le bien-fondé de l'existence de minorités, qu'on leur confère l'auréole de l'élite ou

non. N'oublions pas non plus que dans la société internationale, les petits pays continuent à résister avec succès aux grandes puissances, malgré la menace atomique. C'est une autre réalité, dont il importe de tirer des leçons, d'autant plus que cette réalité est contraire à la plupart des théories exposées à droite et à gauche sur les conséquences du progrès technique et de l'accélération de l'histoire. (Ce sujet particulier dépasse malheureusement le cadre de notre étude.)

Bon gré, mal gré, nous devons donc réhabiliter l'élite, tout en donnant à cette notion, et peut-être à cette institution, un sens moderne. Il est normal que dans une société dite de consommation où chacun attend un maximum de l'Etat, de telle sorte que nous vivons pratiquement déjà dans une société de subvention et d'assistance avec des réassurances multiples, ceux qui ressentent encore des vocations, qui ne refusent nullement d'accepter à la fois des responsabilités et des risques, en prenant des initiatives et en ne refusant point un engagement plus ou moins intégral, occupent une place spéciale. Certes, il ne saurait être question de leur accorder des prérogatives sortant du cadre normal, ni de les soustraire au contrôle démocratique, dans la mesure où il est susceptible de les atteindre, compte tenu de la technicité des tâches incombant à ceux qui détiennent le pouvoir. Il s'agit tout simplement de reconnaître leur existence et de libérer la notion de l'élite de certains préjugés péjoratifs. Cette réhabilitation s'impose si l'on veut intégrer cette élite sous toutes ses formes dans un système démocratique raisonnable et si l'on veut surtout éviter les abus éventuels d'une technocratie trop libre.

Il n'y a aucune raison de ne pas donner à l'élite une composition parfaitement démocratique et de ne pas intimement lier sa fonction, et par conséquent aussi ses droits, à la conception de service. Dans le passé, l'idée de l'élite avait surtout un fondement aristocratique. On croyait pouvoir faire partie d'une élite, parce qu'on était issu d'une certaine classe sociale. Désormais, le chemin vers l'élite passera par une formation poussée. Il n'y aura plus que le privilège des connaissances. Cette démocratisation de l'élite a déjà fait des progrès considérables bien qu'insuffisants. On ne saurait prétendre que les technocrates aient un sentiment de classe, on pourrait au maximum leur reprocher de constituer une caste.

La crise de l'Université confirme d'ailleurs la tendance de notre société vers une réhabilitation de l'élite. Une trop forte affluence d'étudiants impose ainsi une réorganisation de l'enseignement, en orientant chacun vers des voies conformes à ses capacités. D'une façon ou d'une autre, l'Université est ainsi obligée d'opérer une sélection de plus en plus sévère, qui poussera toujours une minorité vers le haut,

vers une situation particulière. En France, on a, en outre, pu constater que les mesures de réforme prises dans l'Université — sans doute plus ou moins provisoires — conduisent pour la masse des étudiants vers un abaissement du niveau et donc vers une diminution des connaissances finales. En même temps, les « grandes écoles » que beaucoup de réformateurs ont considérées comme une anomalie antidémocratique, ont soigneusement maintenu leur niveau, de telle sorte que jusqu'à nouvel ordre, l'écart entre l'élite et la masse des diplômés universitaires sera plus grande au lieu de rétrécir, selon l'espoir des défenseurs de réforme. En même temps, les éléments les plus valables essayent de tourner le dos à l'Université et de se faire admettre dans les grandes écoles, qui ont subitement vu accroître le nombre de leurs candidats, même dans le secteur strictement militaire, ce qui est un phénomène à la fois curieux et significatif.

Enfin, afin que l'élite, toujours comprise dans un sens très large, puisse jouer son rôle dans la société moderne sans créer des tensions trop fortes ni provoquer des heurts, elle doit recevoir comme complément de sa formation intellectuelle et professionnelle une formation humaine et sociale. Dans ce sens, il importe de combattre, dès le départ, un penchant naturel vers l'arrogance, en mettant avec insistance l'accent sur la notion de service. Il paraît encore plus indispensable de trouver les voies et moyens assurant à l'élite un contact permanent avec la masse, afin qu'elle n'évolue pas, comme c'est encore trop souvent le cas, dans des sphères lointaines et théoriques, afin qu'elle soit toujours consciente des problèmes quotidiens qui préoccupent les individus ainsi que des réactions psychologiques du citoyen moyen. Peut-être aurons-nous alors l'espoir de disposer un jour non pas seulement d'une élite intellectuelle et technique, mais aussi d'une élite politique, qui fait à présent cruellement défaut dans tous les Etats modernes. Son absence est certainement une grave source de déséquilibre. N'est-il pas temps d'admettre qu'il faut au moins autant de capacités et de qualifications pour faire marcher les affaires politiques d'un pays que pour exploiter l'ordinateur d'une grande entreprise ?

